BioSoc – Bulletin sur la Biodiversité et la Société

Points saillants de la recherche sur la biodiversité et la société, la pauvreté et la conservation

NUMERO 3: JUIN 2006

PEUPLES ET PARCS – SERIONS-NOUS PLUS ATTACHES A MARQUER DES POINTS QU'A TROUVER UNE SOLUTION ?

Ces dernières années le débat sur le pour et le contre des aires protégées a fait couler beaucoup d'encre dans la littérature sur la conservation et ailleurs. Une série de trois articles dans un volume récent du journal *Conservation Biology* prétend, toutefois, que la velléité de marquer des points dans ce débat occulte la complexité du problème – et les grands pas effectivement accomplis pour tenter de s'attaquer à cet épineux dossier dans certaines arènes.

L'éditorial signé Kent Redford, John Robinson et Bill Adams, *Parks as Shibboleths*, nous rappelle que tant que les protagonistes du débat continuent de rester axés sur les parcs qui excluent les communautés, ils négligent le processus international en vue d'affiner les différentes catégories d'aires protégées définies par l'UICN de manière à prendre en compte non seulement les populations et les activités économiques mais aussi les différents régimes de gouvernance. Madagascar est l'exemple d'un pays qui cherche à élargir sensiblement ses aires protégées – mais pour y parvenir, il a choisi d'utiliser des zones conservées par les communautés, des sites culturels, etc. Dans un tel cas, l'essor des aires protégées ne compromet pas nécessairement le bien-être humain.

Tout comme il existe une grande diversité entre les différents parcs, il y a aussi de très profondes différences dans l'impact qu'ils exercent sur les populations locales. David Wilkie et ses collègues plaident en faveur d'une approche scientifique saine pour aller au fond du débat sur les peuples et les parcs dans un article qui identifie les problèmes que posent les initiatives actuelles qui tentent d'évaluer l'impact des aires protégées sur le bien-être humain. Tout d'abord, il est difficile de mettre un prix sur la valeur que revêtent les ressources naturelles pour les pauvres – et par conséquent de mesurer les implications potentielles de la réduction voire de la perte totale de ces ressources suite à la désignation d'une aire protégée (Wilkie *et al.* font mention, à titre d'exemple, d'une fourchette de revenus annuels moyens par foyer tirés des ressources forestières de \$0 à \$3458). Deuxièmement, il est rare que l'on dispose de données de référence par rapport auxquelles mesurer les impacts des aires protégées ou même d'études permettant d'évaluer l'évolution dans le temps ; et, troisièmement, il n'existe aucune comparaison entre les foyers "touchés" et ceux qui ne sont pas affectés par la désignation d'une aire protégée.

Dans leur article *Conservation, Human Rights and Poverty Reduction,* Dan Brockington, Jim Igoe et Kai Schmidt-Soltau considèrent le manque d'information comme un obstacle majeur à toute tentative visant à faire avancer le débat. Ainsi, tout et son contraire a été dit à propos du déplacement et de la relocalisation forcée hors des aires protégées et pourtant les auteurs n'ont pu trouver de preuve documentée que pour 150 des quelque 49.000 parcs relevant de la Catégorie I-IV (la plus rigoureusement gérée).

Une meilleure appréciation est donc indispensable si nous voulons aller au-delà des déclarations à l'emporte-pièce et des stéréotypes pour tenter d'élaborer des réponses politiques appropriées qui puissent minimiser ou tout au moins atténuer les effets négatifs tout en maximisant les répercussions positives. Brockington *et al.* constatent qu'à ce jour une évaluation détaillée des impacts sociaux des aires protégées est perçue comme risquant d'être "hostile à la conservation". Pourtant, sans une telle évaluation, comment peut-on espérer mettre en place les politiques appropriées pour gérer un maillage d'aires protégées en plein essor ?

Une réponse claire sera de mieux comprendre les "écologies de la cohabitation" – pour faire meilleur usage des catégories ou des aires protégées qui associent la protection de la biodiversité à l'activité humaine au lieu de poursuivre des idéaux à la recherche d'endroits exempts de toute présence humaine, et d'aller audelà des aires protégées pour se tourner vers d'autres paysages riches en biodiversité où l'homme a sa place à part entière.

SOURCE

Redford, Kent H., Robinson, John G. & Adams, William, M, (2006) 'Parks as Shibboleths.' *Conservation Biology* **20** (1), 1-2.

Wilkie, David S., Morelli, Gilda A., Demmer, Josefien, Starkey, Malcolm, Telfer, Paul & Steil, Matthew (2006) 'Parks and People: Assessing the Human Welfare Effects of Establishing Protected Areas for Biodiversity Conservation.' *Conservation Biology* **20** (1), 247-249.

Brockington, Dan, Igoe, Jim & Schmidt-Soltau, Kai (2006) 'Conservation, Human Rights, and Poverty Reduction.' *Conservation Biology* **20** (1), 250-252.

Sommaire: www.blackwell-synergy.com/toc/cbi/20/1

Redford et al: www.blackwell-synergy.com/doi/full/10.1111/j.1523-1739.2006.00350.x
Wilkie et al: www.blackwell-synergy.com/doi/abs/10.1111/j.1523-1739.2006.00335.x

BIOSOC

BioSoc est un nouveau bulletin électronique mensuel publié par le Poverty and Conservation Learning Group – PCLG (Groupe d'apprentissage sur la pauvreté et la conservation), sous l'égide de l'International Institute for Environment and Development – IIED (Institut international pour l'environnement et le développement). BioSoc est un bulletin disponible en anglais, en espagnol et en français qui met en valeur les nouvelles recherches fondamentales sur la biodiversité et la société, la pauvreté et la conservation.

Tous les numéros sont disponibles en ligne en tapant : www.povertyandconservation.info

Veuillez nous indiquer d'autres réseaux qui pourrait être intéressés par ce bulletin en adressant un courrier électronique à : BioSoc@iied.org

POVERTY AND CONSERVATION LEARNING GROUP (PCLG)

Le PCLG entend partager des informations fondamentales, mettre en valeur des nouvelles recherches importantes et promouvoir l'apprentissage sur les interactions entre pauvreté et conservation. Pour obtenir un complément d'information, consultez www.povertyandconservation.info

SI VOUS NE SOUHAITEZ PLUS RECEVOIR BIOSOC

Veuillez adresser un courrier électronique à BioSoc@iied.org en tapant UNSUBSCRIBE dans la ligne d'objet.